



Africom tisse sa toile

L'araignée tisse sa toile

Par [Comaguer](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2013

[comaguer : Bulletin n° 172](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Depuis sa création AFRICOM n'a réussi à convaincre aucun gouvernement africain de lui ouvrir son territoire pour y installer son quartier général. Ce symbole d'une nouvelle vassalisation du continent aurait été trop visible et certainement impopulaire. Le QG reste donc en Allemagne où depuis l'épisode de la Fraction Armée Rouge, et malgré la disparition du bloc soviétique aucune action de protestation politique contre la forte présence militaire étasunienne n'a eu lieu.

Mais cette prudence diplomatique n'entrave en rien l'action permanente d'Africom sur le terrain et nombre de gouvernements africains font participer leur armée à des manœuvres avec les troupes US, font assurer la formation de leurs troupes par l'armée US (dans ce cas : Niger, Tchad, Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Maroc, Algérie et Tunisie, Ouganda, Burundi, Kenya, Lesotho et Botswana).

Inutile de préciser qu'il n'est jamais question de favoriser le renforcement d'armées nationales stratégiquement autonomes qui seraient des instruments de souveraineté. Les régiments africains formés sont des troupes coloniales fournissant la chair à canon utile aux projets de l'empire et fournies en matériel et munitions made in USA.

A cette pénétration de l'armée US à l'intérieur même des armées africaines s'ajoute une installation permanente de troupes US dans des divers lieux. Là encore une relative discrétion est de mise et il n'est officiellement jamais question de bases militaires étasuniennes massives comme il en existe par exemple en Italie, en Allemagne et au Kosovo.

Le journal étasunien en ligne TOMDISPATCH vient sous la plume de son directeur NICK TURSE de faire le point sur cette présence militaire US permanente dans divers pays africains.

La plus grosse présence militaire est à Djibouti dans le camp Lemonnier, jadis base de l'armée française et on peut dans ce cas parler d'une véritable base étrangère dont la création en 2002 est d'ailleurs antérieure à AFRICOM.

Avec des effectifs plus légers l'armée US est par ailleurs installée :

- Au Kenya à Garissa, Manda Baya et Mombasa, Louma, point de départ de ses interventions dans la Somalie voisine où elle apporte un soutien logistique permanent aux forces de l'Amisom de l'Union Africaine.

- En République Centrafricaine à Bangui
- Au Niger à Niamey
- Au Mali à Bamako
- Au Sud Soudan pour bien montrer que la toute nouvelle l'indépendance de ce pays est un nouvel asservissement
- Au Sénégal où l'aéroport de Dakar est ouvert à l'aviation de reconnaissance de l'armée Us
- Au Burkina Faso à Ouagadougou où se trouve une base des forces spéciales d'où ont décollé 193 vols militaires au premier trimestre 2013
- En Ethiopie à l'aéroport d'Arba Minch
- En Ouganda à Entebbe

Rien que pour les besoins de ravitaillement en carburant l'AFRICOM a accès à pas moins de 29 aéroports de pays africains

Bien sûr le prétexte à cette intervention de plus en plus intense est la « guerre contre le terrorisme » sous ses divers avatars régionaux (AQMI, BOKO HARAM etc...) mais le nouveau commandant en chef d'AFRICOM le général David Rodrigues admet que l'arrivée massive d'héroïne afghane sur le continent africain via l'océan indien est un facteur d'aggravation de l'instabilité régionale. Il est vrai qu'avec la cocaïne colombienne qui arrive par l'ouest le territoire africain l'Afrique est désormais au cœur des trafics mondiaux.de drogue.

Pour bien illustrer les influences militaires US il faut noter que la nouvelle mission de l'ONU au Mali qui se met en place à compter du mois de Juillet comportera douze mille hommes et que les deux plus gros contingents seront fournis par le Rwanda et le Nigeria deux armées sous étroite influence US.

Quant à la piraterie dans le Golfe de Guinée qui connaît une croissance très spectaculaire et va dépasser en intensité la piraterie au large de la Somalie elle ne tardera pas engendrer une riposte internationale probablement conduite par les marines de l'OTAN, Etats-Unis en tête. L'ONU a jeté les bases de cette action par la résolution 20-39. Pour commencer AFRICOM avance à pas mesurés en proposant aux Etats de la CEDEAO, comme elle l'a fait à l'occasion d'un séminaire tenu à Abidjan (qui pourrait accueillir l'Etat-major de cette future force) en Février 2013, une assistance pour la mise en place d'une police maritime commune. Cette prudence ne peut faire oublier que les maigres forces maritimes de ces états ne sauraient être opérationnelles sans la couverture électronique (GPS, radars ,...) et aérienne des Etats-Unis.

Carte : Les bases de drones US en Afrique (y compris aux Seychelles !)



La source originale de cet article est [comaguer : Bulletin n° 172](#)
Copyright © [Comaguer, comaguer : Bulletin n° 172](#), 2013

Articles Par : [Comaguer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca